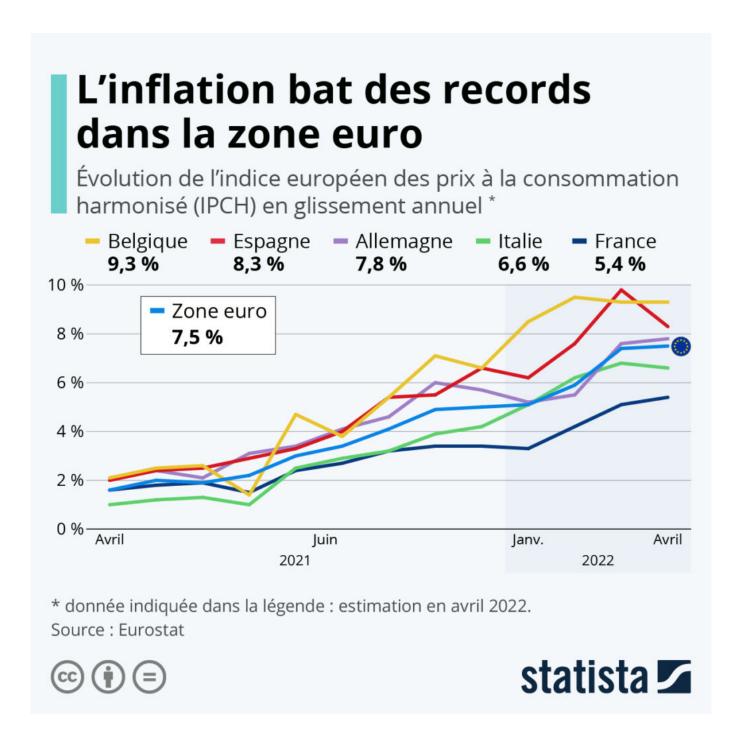


L'inflation bat des records dans la zone euro



Propulsée par la flambée des prix de l'énergie, mais aussi de l'alimentation, l'inflation atteint des niveaux



records dans la zone euro. Au mois d'avril, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était en hausse de 7,5 % sur un an dans la zone monétaire, selon <u>Eurostat</u>. Comme le montre notre graphique, certaines économies sont plus touchées que d'autres par l'escalade des prix.

Avec un indice des prix en hausse annuelle de 5,4 % le mois dernier, l'<u>inflation en France</u> reste la plus modérée de la zone euro (derrière Malte, 4,9 %). En comparaison, les produits consommés par les ménages ont en moyenne augmenté de près de 8 % en Allemagne et de plus de 9 % en Belgique.

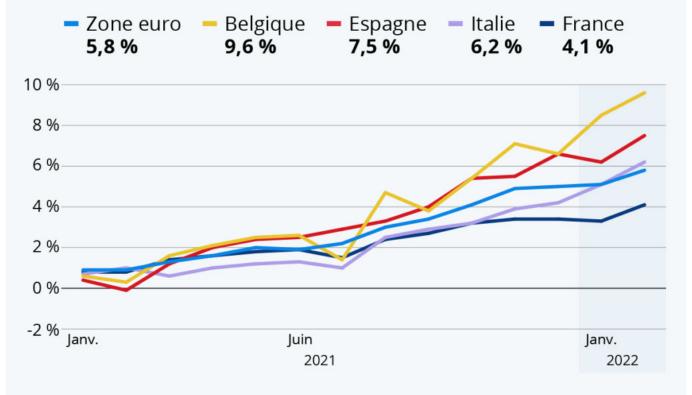
De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>

L'inflation bat un record dans la zone euro



Inflation: les prix flambent

Évolution de l'indice européen des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en glissement annuel *



* donnée indiquée dans la légende : estimation en février 2022.

Source: Eurostat









Alors que peu de pays sont épargnés par l'accélération de l'<u>inflation</u> depuis l'année dernière, la guerre en Ukraine laisse craindre une nouvelle envolée des <u>prix de nombreux produits</u>. Propulsée par la hausse des prix de l'énergie, mais aussi de l'alimentation, l'indice des prix à la consommation (IPCH) dans la zone euro a atteint un niveau record en février, à 5,8 % en glissement annuel. Comme le montre notre graphique, certains pays sont plus touchés que d'autres. L'inflation est un peu plus modérée en <u>France</u>



que chez ses principaux voisins, avec un indice des prix à la consommation en hausse de 4,1 % sur un an selon <u>Eurostat</u>. En Belgique et en Espagne, le taux a atteint respectivement 9,6 % et 7,5 % le mois dernier, tandis qu'une hausse des prix de plus de 5 % était enregistrée en Allemagne en janvier.

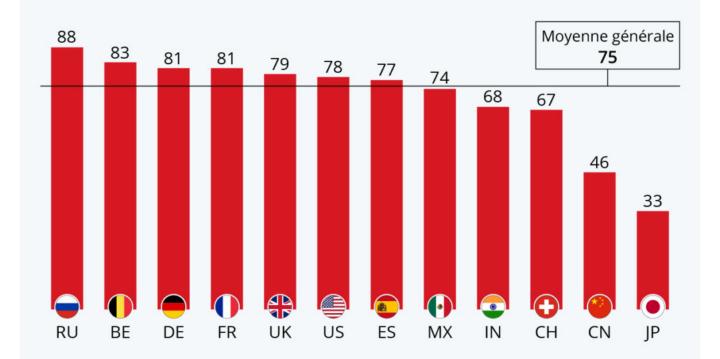
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Le pouvoir d'achat menacé en 2022



Un pouvoir d'achat menacé?

Part des répondants qui pensent que les prix augmenteront plus vite que les salaires dans leur pays en 2022, en %



22 023 adultes interrogés en ligne dans 33 pays du 22 octobre au 5 novembre 2021. Sélection de pays.

Source : Ipsos









À quoi faut-il s'attendre sur le plan économique pour l'année 2022 ? Alors que la situation sanitaire et l'arrivée du <u>variant Omicron</u> continuent de faire planer des incertitudes, les économistes s'inquiètent plus particulièrement de l'<u>inflation</u>, qui devrait rester à un niveau élevé au cours des prochains mois. Selon les projections, la hausse généralisée des prix, allant de l'énergie à l'alimentation en passant par les biens manufacturés, devrait stopper la progression du pouvoir d'achat en France cette année. « En 2022, les





revalorisations salariales ne permettront probablement pas de compenser complètement au niveau individuel l'inflation », <u>estime</u> Emmanuel Jessua, analyste pour l'institut d'études économiques Rexecode.

Un sentiment partagé à l'échelle mondiale, comme le met en avant une <u>enquête</u> menée par Ipsos dans 33 pays. En moyenne, 75 % des personnes interrogées entre octobre et novembre 2021 pensent que les prix augmenteront plus vite que les salaires dans leur pays en 2022. Au-dessus de cette moyenne internationale, on retrouve plusieurs économies développées, comme la France (où 81 % des personnes interrogées partagent cette opinion), les États-Unis (78 %), le Royaume-Uni (79 %) et l'Allemagne (81 %). C'est en Russie que le pourcentage de personnes pessimistes quant à l'évolution du pouvoir d'achat est le plus élevé (88 %). À l'inverse, les Chinois et les Japonais semblent moins préoccupés par l'impact de la hausse des prix, seuls respectivement 46 % et 33 % estiment qu'ils augmenteront plus vite que les revenus dans leur pays cette année.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Inflation : comment réagissent les banques centrales ?





Dans de nombreux pays, les <u>prix à la consommation sont en hausse</u>. Pour contrer ce phénomène, les banques centrales ont la possibilité, par le biais de leur politique monétaire, d'augmenter les taux d'intérêt, ce qui est censé limiter l'accès au crédit et réduire la masse monétaire en circulation, contribuant ainsi à freiner l'inflation. Mais comme le montrent les <u>dernières prévisions</u> publiées par Bloomberg, toutes les banques centrales ne sont pas du même avis sur la stratégie à adopter.



Pour la <u>Banque centrale européenne</u> (BCE) ainsi que la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed), il n'est pas question, à l'heure actuelle, d'une remontée des taux à court terme. La Fed a indiqué qu'ils resteraient inchangés en 2022, et la BCE n'envisage pas de les relever avant plusieurs années. La récente montée du taux d'inflation au-delà de 2 % n'est pas encore considérée par ces banques centrales comme une raison pour intervenir. « Le principal défi est de s'assurer que nous ne surréagissons aux chocs d'offre transitoires » liés à la pandémie de Covid-19 et qui n'ont « aucune incidence sur le moyen terme », avait notamment déclaré fin septembre la présidente de la BCE, Christine Lagarde.

Selon les informations collectées par Bloomberg, les taux d'intérêt devraient également rester stables en Australie, en Inde, au Japon et en Suisse. Certaines banques centrales pourraient en revanche mettre fin plus rapidement à l'ère du crédit bon marché. C'est le cas, par exemple, du Royaume-Uni. Les analystes de Bloomberg s'attendent à ce que le taux de la banque centrale du pays passe de 0,1 % à 0,25 % d'ici la fin de l'année 2022.

En Argentine, en Turquie et en Chine, les prévisions se dirigent vers une baisse des taux d'intérêt. L'économie chinoise n'est pas aux prises avec une inflation très élevée, mais elle devrait être confrontée à un certain nombre de risques de ralentissement. Selon Bloomberg, la Banque populaire de Chine va donc vraisemblablement assouplir sa politique monétaire et soutenir l'économie en permettant d'emprunter davantage de liquidités. La politique monétaire du président turc Recep Tayyip Erdogan est quant à elle qualifiée de « peu orthodoxe » par les experts de Bloomberg. En Turquie, les prix à la consommation ont augmenté jusqu'à 19 %. La banque centrale turque a récemment abaissé son taux directeur et, selon les prévisions de Bloomberg, elle le fera à nouveau d'ici la fin de 2022. Erdogan est manifestement d'avis que les taux d'intérêt élevés alimenteraient à l'inverse l'inflation, alors que les taux bas ont pour effet de stimuler les prêts et les investissements.

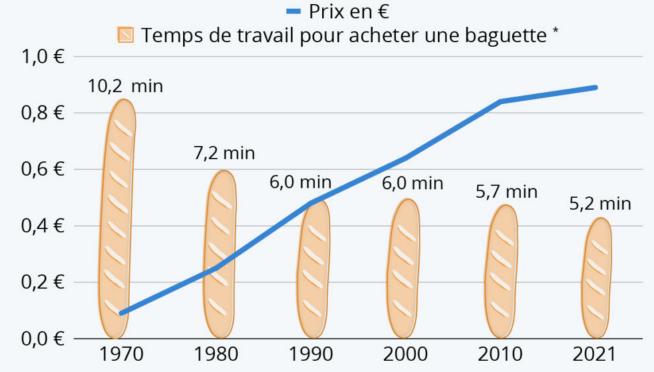
De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>

La baguette coûte-t-elle vraiment plus cher qu'avant ?



« L'indice baguette » au fil des années

Évolution du prix d'une baguette de 250g en France et aperçu du pouvoir d'achat basé sur le montant du Smic



* basé sur le Smic horaire brut au premier semestre des années indiquées. Sources: Insee, France-inflation.com, calculs Statista



statista 🚄

Avec la flambée du coût des matières premières, et notamment du blé, la baquette devrait voir son prix augmenter en France dans les semaines à venir. Une mauvaise nouvelle de plus pour les consommateurs qui subissent déjà la hausse des prix de l'énergie. Vendue jusqu'à présent autour de 0,90 € en moyenne, la baguette standard (250g) pourrait ainsi prochainement dépasser le seuil symbolique de 1 euro.



Si l'on regarde l'évolution du prix de la baguette depuis 1970 (où il était de 0,10 € pièce), on peut être tenté de se dire que le coût du pain a littéralement explosé en l'espace de cinquante ans. Mais il s'agit de données brutes qui ne tiennent pas comptent de l'inflation, ni de l'évolution des salaires. Pour se faire une meilleure idée de l'évolution des coûts au fil des années, nous nous sommes penchés sur « l'indice baguette », qui compare le prix par rapport au salaire minimum.

Comme le montre notre graphique réalisé avec les <u>données</u> de l'Insee, on travaille aujourd'hui moins longtemps pour se payer une baguette qu'il y a cinquante ou quarante ans. En 1970, si l'on se base sur le Smic de l'époque (3,4 francs/heure), environ 10 minutes de travail était nécessaires pour acheter une baguette, alors que de nos jours, la durée est descendue sous les 6 minutes. La population française a donc théoriquement gagné du pouvoir d'achat sur l'indice baguette, même si l'on constate que les gains sont beaucoup plus faibles depuis les années 1990. Sur notre graphique, le temps de travail indiqué en 2021 (5,2 minutes) est basé sur les données du premier semestre. Mais si l'on intègre la hausse probable du prix à 1 euro (et la revalorisation du Smic en septembre), cette valeur retrouverait alors le même niveau qu'en 2010 (5,7 minutes).

Ce regard sur l'évolution des coûts n'a pas pour but de relativiser les difficultés des Français qui peinent à boucler leurs fins de mois. Car si certains produits ou services sont plus abordables de nos jours, il faut garder en tête que d'autres postes de dépenses ont augmenté ou sont apparus depuis. Le poids des dépenses pré-engagées (logement, assurances, télécoms, etc.) a par exemple considérablement augmenté au cours des dernières décennies, comme le met en lumière une <u>autre infographie</u>.

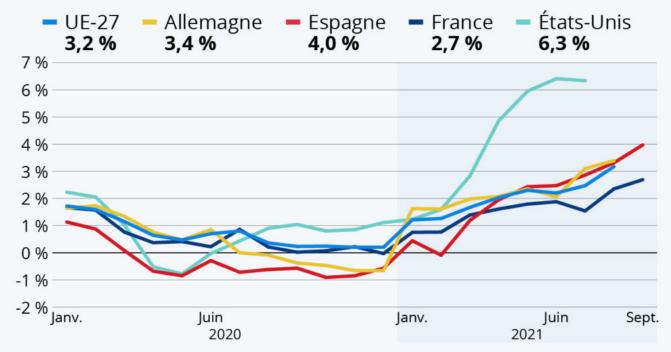
De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'inflation grimpe dans les pays développés



L'inflation grimpe dans les pays développés

Évolution mensuelle de l'indice de prix à la consommation harmonisé (IPCH) en glissement annuel *



^{*} dernière donnée de 2021 indiquée dans la légende. Espagne, France : septembre (estimation), Allemagne, UE : août, États-Unis : juillet.

Source: Eurostat









La forte reprise économique qui a suivi la sortie de la <u>crise sanitaire</u> a fait gonfler les prix depuis le début de l'année 2021. Et aucun pays développé ne semble épargné par la hausse de l'inflation.

En août, l'indice de prix à la consommation harmonisé (IPCH) avait augmenté de 3,2 % en glissement





annuel dans l'Union européenne. Mais comme le montre notre graphique, certains pays apparaissent plus touchés que d'autres. En France, la hausse s'élevait à 2,7 % en septembre selon les données d'<u>Eurostat</u>, ce qui reste un peu plus modéré que chez nos principaux voisins. L'indice de prix à la consommation a par exemple grimpé de plus de 3 % Allemagne et de 4 % en Espagne. Outre-Atlantique, l'inflation est particulièrement élevée aux États-Unis, où une hausse de plus de 6 % était enregistrée cet été.

De Tristan Gaudiaut pour Statista